ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2876

Texte de la question

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à Mme Frédérique Massat, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Frédérique Massat. Ma question s'adresse à M. le ministre des finances et des comptes publics.

Avec 0,6 % de croissance, notre pays confirme qu'il avance sur le chemin de la reprise. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Ces données viennent conforter l'action de notre majorité, qui a construit depuis trois ans une stratégie financière et économique équilibrée reposant sur trois piliers.

Premier pilier, la revitalisation de notre appareil productif, avec le pacte de responsabilité, la réhabilitation de la politique industrielle, la réorientation européenne, la simplification et la relance de l'investissement.

Deuxième pilier, le redressement financier – notre majorité est la seule de la Ve République à abaisser chaque année le niveau des déficits publics, après cinq ans pendant lesquels la dette a explosé.

Troisième pilier, la préservation de notre modèle social, avec de nouveaux droits comme la prime d'activité, la généralisation du tiers payant, la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu, le compte pénibilité et le compte formation.

Cette démarche volontariste construit une dynamique économique qui permettra à la France de renouer avec un niveau de croissance supérieur à 1 % en 2015.

Si nous sommes loin de céder au triomphalisme, nous ne boudons pas cependant notre plaisir d'enregistrer cette bonne nouvelle qui, pour les uns – dans la partie droite de l'hémicycle –, n'est due qu'à des phénomènes extérieurs totalement indépendants des actions menées par le Gouvernement…

Mme Marie-Christine Dalloz et M. Guy Geoffroy . Exactement !

Mme Frédérique Massat. En somme, quand la croissance augmente, c'est grâce aux événements extérieurs, et quand elle baisse, c'est la faute du Gouvernement.

M. Alain Marty. Très juste !

Mme Frédérique Massat. N'en déplaise aux Cassandre qui font du dénigrement politicien de la France leur

fonds de commerce, notre pays est train de réussir, comme l'affirmait notre Premier ministre il y a une semaine en ce même lieu.

Mais le retour de la croissance n'est pas une fin en soi. Il n'a pas de sens si la prochaine étape n'est pas la baisse du chômage. Là aussi, notre majorité mobilise toutes les énergies pour relever ce défi central du quinquennat.

M. Philippe Meunier. Un plan social par jour !

Mme Frédérique Massat. Monsieur le ministre, ces nouvelles encourageantes nous fixent de nouvelles obligations de résultat. Comment envisagez-vous la suite de notre feuille de route ? *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics.* Madame la députée, au premier trimestre de cette année, l'activité économique a été bonne dans notre pays *(« Ah ! » sur les bancs du groupe UMP)*, ce qui constitue une bonne nouvelle pour tout le monde, sur tous les bancs, car c'est avant toute chose une bonne nouvelle pour la France elle-même.

M. Sylvain Berrios. Ca y est ! Il est content !

M. Philippe Meunier. Et le chômage ?

M. Michel Sapin, *ministre.* Cela m'inspire deux ou trois considérations.

Première considération : la France fait mieux que ses voisins *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe UMP)* ; la France fait mieux que la zone euro.

M. Christian Jacob. Mais non !

M. Michel Sapin, *ministre.* Je citerai quelques chiffres pour que chacun, sur ces bancs, partage, non pas je ne sais quel optimisme, mais nos remerciements pour les efforts qui ont été réalisés par les uns et par les autres et, en particulier, par les Français. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

Oui, au sein de la zone euro, la croissance a augmenté en moyenne de 0,4 %, contre 0,6 % en France. Notre pays fait deux fois mieux que les deux plus grandes nations économiques d'Europe, à savoir l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

M. Bernard Accoyer. Et les deux années précédentes ?

M. Michel Sapin, *ministre .* Voilà une première considération qui devrait faire taire toute critique de type politicien.

Deuxième considération : la croissance a repris parce que la consommation a repris ; les ménages ont aujourd'hui beaucoup plus confiance et consomment, ce qui est une bonne chose.

M. Bernard Accoyer. Mais il n'y a pas d'investissement !

M. Michel Sapin, *ministre .* La croissance a repris parce que nous sommes plus forts pour nous battre à l'exportation grâce, en particulier, au niveau de l'euro, lequel résulte d'une volonté politique que nous avons soutenue, notamment au sein de cette majorité.

Toutefois, pour que la croissance soit durable, il faut que l'investissement aussi reprenne. C'est légèrement le cas au premier trimestre, contrairement à ce que j'entends parfois, mais il faut que sa reprise s'accélère.

Quelques signes positifs sont là. Une enquête réalisée auprès des chefs d'entreprise montre qu'ils veulent augmenter de 7 % l'investissement au cours de 2015, ce qui est une bonne chose car derrière l'investissement, il y a l'emploi et donc le recul du chômage, ce qui constitue évidemment notre principal objectif, le seul qui vaille de se battre, dans l'intérêt de la France. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : Mme Frédérique Massat
Circonscription : Ariège (1re circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2876
Rubrique : Politique économique
Ministère interrogé : Finances et comptes publics
Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 14 mai 2015
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 mai 2015